



SOMMAIRE

Point 9 de l'ordre du jour :

Discussion générale (suite)

Pages

Discours de M. Roa (Cuba)	523
Discours de M. Abdullah (Afghanistan)	530
Discours de M. Baah (Ghana)	533

Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA
(Algérie).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (suite)

1. M. ROA (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, la délégation cubaine vous exprime ses félicitations enthousiastes et fraternelles pour votre élection à la présidence de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Aux éléments évidents de combattant révolutionnaire dans la lutte d'une véritable épopée pour la libération nationale en Algérie, vous joignez en votre personne le talent, la compétence et le prestige qu'exige une fonction si délicate et si lourde de responsabilités.

2. Nous reconnaissons cependant que la signification de l'élection unanime d'Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères de la République démocratique et populaire d'Algérie, dépasse le cadre de ses compétences personnelles pour l'exercice plein et entier de ces fonctions. Par-dessus tout, cette élection exprime la reconnaissance internationale du rôle élevé que jouent en ce moment les peuples et les pays du tiers monde et, dans ce contexte vaste et bouillonnant, ceux qui notamment ont obtenu leur indépendance ou luttent encore pour l'obtenir sur le continent africain. En bref, elle symbolise la nouvelle situation née de la rencontre des pays non alignés et des forces démocratiques progressistes et des pays socialistes dans un effort décisif en vue d'établir un ordre international économique juste, et de déraciner le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme et le racisme sous toutes leurs formes et manifestations. On peut donc conclure qu'en cette occasion on a honoré au même titre celui qui sert noblement cette cause par ses actes et ses paroles. La révolution cubaine salue la révolution algérienne pour l'honneur si mérité qui lui est rendu.

3. C'est avec plaisir que nous exprimons aussi notre gratitude à M. Leopoldo Benites pour la façon remarquable dont il a accompli ses fonctions de Président de l'Assemblée générale lors de la ving-huitième session et de la sixième session extraordinaire qui a suivi.

4. La délégation cubaine renouvelle l'expression de sa solidarité avec le peuple frère du Honduras, récemment frappé par un cyclone dévastateur. Notre pays connaît par expérience la fureur aveugle de ce concert tragique de pluies diluviennes, de vents violents et de mer déchaînée. Dès les premiers moments de cet événement néfaste, Cuba, fidèle à ses devoirs internationalistes, s'est offert à donner au peuple du Honduras toute l'aide que lui permettent ses modestes possibilités.

5. Cuba a éprouvé une vive satisfaction de l'admission à l'Organisation de la République du Bangladesh, de la République de Guinée-Bissau et de la Grenade. Si ces pays marquent des jalons sur la voie de l'universalité de l'Organisation des Nations Unies, ce qui est toutefois très important c'est ce que représente leur constitution en tant que nations indépendantes pour le processus inachevé de la décolonisation : elle le renforce et l'accélère. L'accession du peuple de la Guinée-Bissau à l'indépendance marque l'admirable couronnement d'une lutte longue et courageuse qui a suscité l'admiration et la solidarité dans le monde entier.

6. Conformément à ses principes révolutionnaires, Cuba est engagé dans la bataille que mènent les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine contre le colonialisme, l'impérialisme et le néo-colonialisme, et, de ce fait, salue comme son triomphe propre celui du peuple de la Guinée-Bissau. Le peuple cubain n'est pas demeuré simple spectateur de cette épopée mémorable ; il lui a accordé son concours et son appui. Notre jeune compatriote Pedro Rodríguez Peralta a été l'un des combattants internationalistes qui, par décision personnelle, a pris les armes pour la liberté et a combattu coude à coude avec les valeureux et dévoués guérilleros de la Guinée-Bissau. Blessé et capturé au cours du combat, il a fait face avec la fermeté d'un révolutionnaire cubain à la torture et aux brimades dans les horribles cachots du fascisme portugais.

7. Amílcar Cabral — guide suprême et héros national du peuple de la Guinée-Bissau — a été notre ami, notre compagnon, notre frère. Il est mort de la façon la plus vile, assassiné au seuil même de la victoire. Aujourd'hui, couvert de lauriers immarcescibles, il renaît dans la pensée, dans le cœur et la volonté de son peuple. Il continuera, après sa mort, d'illuminer la route. Ne le pleurons pas. Aux conducteurs de peuples on rend hommage debout et en contemplant leur œuvre.

8. Le peuple du Mozambique, dirigé par le Frente de Libertação de Moçambique (FRELIMO), s'est déjà engagé dans le processus de décolonisation totale, grâce à un accord conclu pour une durée déterminée avec le nouveau Gouvernement du Portugal, ce qui est le résultat, en grande partie, de la lutte de libération

nationale dans ses colonies. Il convient de demeurer toutefois en état d'alerte devant les manœuvres et les conjurations des groupes réactionnaires des colons blancs qui de connivence avec l'Afrique du Sud et les puissances impérialistes s'attaquent aux mouvements d'émancipation au Mozambique, au Cap-Vert et en Angola.

9. Nous pouvons faire confiance dans ce qu'a proclamé ici le Ministre des affaires étrangères du Portugal [2239^e séance]. Le nouveau Gouvernement portugais a marqué par des faits sa politique anticolonialiste et antifasciste. Par suite de l'héritage laissé par le régime néfaste renversé par les forces armées et le peuple, le Gouvernement portugais se trouve devant des difficultés et des problèmes que l'on ne peut énumérer. Mais il est évident qu'après les changements qui se sont produits dans la structure de son pouvoir, appuyés résolument par les masses populaires et les partis politiques révolutionnaires et progressistes, ce gouvernement a élargi ses bases de soutien et, au milieu des assauts et de la résistance que lui oppose un ordre économique anachronique, il semble se diriger résolument vers la démocratisation du pays.

10. L'admission de la République du Bangladesh aux Nations Unies a été un acte de justice tardive. Cuba a pleinement appuyé le droit inaliénable de ce peuple à l'indépendance nationale et à été l'un des premiers Etats à reconnaître le Bangladesh comme pays libre et souverain.

11. La Grenade est une île voisine de la nôtre et, comme Cuba, fait partie de la même constellation historique des Antilles, synthèse dialectique de races, de langues, de cultures et de luttes qui se pénètrent et se fécondent mutuellement. Un passé colonial et néo-colonial commun a été la cause de notre sous-développement et de notre dépendance. Ce même passé a fait naître aussi notre rébellion et notre décision d'être libres. Cuba offre son amitié, son appui et sa coopération à la Grenade.

12. L'accession de la Grenade à la qualité de pays indépendant est un maillon qui se détache de la chaîne colonialiste des Antilles. Mais d'autres chaînons demeurent encore à briser, et par conséquent des libertés à acquérir. A l'heure actuelle, parmi d'autres nations de la région, Porto Rico se trouve encore sous la férule des Etats-Unis contre la volonté souveraine de son peuple; mais, tôt ou tard, il conquerra son indépendance absolue et fera son entrée de plein droit aux Nations Unies. Faisant droit au mandat de José Martí, Cuba ne cessera jamais d'appuyer le peuple de Porto Rico dans son entreprise patriotique.

13. Témoignages irrécusables du fait que la lutte pour la libération nationale est invincible, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, les trois nouveaux Etats qui sont venus à la vie indépendante seront un encouragement permanent à l'aboutissement du processus de décolonisation dans le monde. Il est des nations africaines qui vivent encore sous l'oppression coloniale et souffrent du racisme. C'est notre devoir impérieux de contribuer à leur libération immédiate, grâce à une aide matérielle, politique et morale. L'Afrique ne sera pas un continent libre aussi longtemps qu'il y aura des pays sous le joug colonial, néo-colonial et raciste, tout comme ne le seront pas

l'Amérique latine et l'Asie aussi longtemps que demeureront des vestiges du colonialisme et des régimes néo-colonialistes.

14. Nul ne manquera d'observer que le processus de détente internationale qui se déroule en ce moment revêt en Europe une importance capitale pour tous les pays et tous les peuples. La disparition absolue des séquelles de la seconde guerre mondiale et la reconnaissance de la qualité internationale de la République démocratique allemande et de la République fédérale d'Allemagne ont contribué à apporter quelque oxygène dans l'atmosphère raréfiée de ce vieux continent. On commence à voir apparaître les fruits de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les accords intervenus entre l'Union soviétique et les Etats-Unis pour prévenir la guerre nucléaire et les négociations entre ces deux pays concernant la limitation des armes stratégiques et la réduction mutuelle des armées en Europe tendent, de toute évidence, à créer les conditions favorables pour éviter l'affrontement et le remplacer par la coopération.

15. Ce processus, favorisé avec ténacité par l'Union soviétique pour compléter sa politique de coexistence pacifique entre régimes ayant des systèmes sociaux différents, encourage sans aucun doute l'aspiration séculaire à la paix et à la sécurité internationales, et facilite le développement de la lutte des peuples d'autres continents pour l'indépendance politique, l'émancipation économique et le progrès social. La détente est indivisible et, de ce fait, c'est à l'échelle planétaire que doivent se manifester ses bienfaits.

16. Nul ne manquera non plus de remarquer que les éléments encourageants qu'on note sur le plan international sont en contraste flagrant avec les tensions et les conflits qui assombrissent encore les horizons, au-delà du périmètre strictement géographique du continent européen. En Amérique latine, la politique de guerre froide persiste. Cuba fait l'objet d'un blocus. La délégation cubaine renouvelle fermement sa condamnation de cette mesure d'agression et affirme que toute négociation officielle du différend entre Cuba et les Etats-Unis ne saurait commencer, si n'intervient pas tout d'abord l'élimination de ce blocus criminel, arbitraire, anachronique et contraire à la détente que l'on note dans d'autres régions. Il n'y a pas de paix dans la péninsule indochinoise. L'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Viet Nam, signé à Paris le 27 janvier 1973, s'est avéré jusqu'ici pur chiffon de papier. L'impérialisme nord-américain bloque toute tentative de réunification pacifique de la Corée, et des troupes étrangères demeurent au sud de la péninsule sous le drapeau des Nations Unies. Il y a une menace à l'égard des accords péniblement obtenus au Laos. Avec les deux tiers de ce territoire sous la puissance de l'armée populaire du Gouvernement royal de l'union nationale du Cambodge, la mise au ban de ce pays à l'Organisation des Nations Unies persiste de la part des hommes de main de Lon Nol et l'examen de cette question primordiale est toujours repoussé.

17. Au-delà des côtes d'Europe, sur les bords mêmes de la Méditerranée, on voit chaque jour s'aggraver la crise du Moyen-Orient qui met en danger la paix et la sécurité en termes généraux. Le sous-sol du Moyen-Orient est aujourd'hui le centre potentiel d'un séisme

de portée mondiale. L'urgence d'une solution définitive saute aux yeux.

18. Il serait bon de se rendre compte que, quelle que soit la méthode ou la voie à laquelle on ait recours, il n'y aura, dans cette région, de paix juste et durable aussi longtemps que les territoires arabes occupés par Israël n'auront pas été restitués et que l'on n'aura pas reconnu les droits nationaux du peuple arabe de Palestine. Cuba préconise la participation des représentants légitimes de ce peuple courageux aux séances de l'Assemblée lorsque la question de Palestine sera examinée. Il ne faut pas oublier que, en dernière analyse, sans solution du problème de Palestine, il sera impossible de trouver une solution à la crise du Moyen-Orient.

19. Les tristes événements de Chypre, rattachés étroitement à la situation tumultueuse qui règne au Moyen-Orient, jettent une ombre profonde sur les préoccupations relatives au sort d'un peuple de petites dimensions. Je ne veux pas répéter ce que chacun sait. Qu'il me suffise de dire que le peuple chypriote a été la victime propitiatoire de la stratégie yankee au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN] et de ses alliés dans la zone de la Méditerranée orientale.

20. Le renversement sournois de l'archevêque Makarios, président constitutionnel de Chypre, a été ourdi par l'impérialisme nord-américain de connivence avec la junte fasciste grecque, les forces réactionnaires de la région et leurs agents dans les deux communautés nationales de ce pays. Le conflit armé qui a suivi le coup d'Etat a abouti à l'intervention militaire étrangère, qui a suscité, et continue de le faire, en dépit du cessez-le-feu, des difficultés considérables, des crimes, des atteintes intolérables aux droits des habitants de l'île. Le prix en vies et en biens payé par le peuple de Chypre pour préserver son indépendance et son adhésion au Mouvement des pays non alignés ne peut être plus élevé.

21. Chypre, second pays non aligné qui a été attaqué en moins d'un an par les forces conjuguées de la réaction et de l'impérialisme, se trouve en ce moment à la merci de l'OTAN et de ses envahisseurs. La façon brutale dont s'est produite cette situation, imposée par la force et l'intervention, est un défi lancé à la communauté internationale et aux principes de la Charte des Nations Unies et, si l'on n'y met pas un terme, cela ouvrira la porte à de nouvelles agressions d'Israël contre les pays arabes, mettant ainsi en danger la paix et la sécurité en Europe, en Méditerranée et dans le Moyen-Orient. Le mouvement des pays non alignés a sévèrement condamné le complot international contre l'indépendance de Chypre et soutient activement la lutte du peuple chypriote pour reconquérir son indépendance.

22. L'Union soviétique a proposé la convocation d'une conférence mondiale, dans le contexte des Nations Unies, pour résoudre la situation dangereuse qui s'est ainsi créée et pour sauvegarder l'indépendance de Chypre¹. Cuba appuie cette proposition, ainsi que toutes autres qui pourraient être présentées aux mêmes fins. Nous estimons donc que toute formule de solution doit contenir, à tout le moins, les conditions suivantes : retrait de toutes les troupes étrangères; indépendance absolue; intégrité territoriale,

libre décision de maintenir la politique de non-alignement et solution du problème des communautés nationales, sur la base du principe de l'intégrité territoriale et sans ingérence étrangère.

23. Il semble utile de déclarer que c'est le Chili, autre pays non aligné, qui, au cours d'une même année, a été également victime d'une conjuration réactionnaire intérieure avec intervention impérialiste. Les forces armées chiliennes ont été le bras implacable des intérêts antinationaux et ont la responsabilité immédiate du renversement du Gouvernement constitutionnel du Chili et de la mort du président Salvador Allende, qui est tombé pendant le combat, serrant dans ses bras le drapeau de sa patrie et fort de ses convictions démocratiques et socialistes, dans une lutte implacable.

24. Héros de l'Amérique, Salvador Allende est aussi le héros du tiers monde, le héros de tous les peuples. Comme l'a dit le Premier Ministre du Gouvernement révolutionnaire de Cuba, le Commandant en chef Fidel Castro, dans un discours récent :

“La vague énorme de solidarité de toutes les nations de la terre, née de la gravité de la tragédie chilienne, ne s'est pas affaiblie avec le passage des mois. Au moment du premier anniversaire de la mort du président Allende, sa personnalité est plus vénérée que jamais par l'opinion mondiale et les peuples réitèrent leur condamnation et leur mépris de la junte fasciste. Aucun fait, ces derniers temps, n'a autant blessé la sensibilité morale et produit la réprobation unanime dans toutes les parties du monde. Aucun gouvernement n'a perdu un tel prestige et n'a été plus moralement condamné que le Gouvernement fasciste du Chili.”

25. Du haut de cette tribune, au cours de la vingt-huitième session [2148^e séance], j'ai dénoncé la participation du Gouvernement des Etats-Unis au renversement et à la mort du président Allende. C'est en vain que ce Pinochio de Pinochet a essayé de me démentir. Aujourd'hui, c'est un fait qui est reconnu par l'opinion internationale à la suite de la confession cynique du Gouvernement des Etats-Unis, qui à l'époque niait obstinément cette participation.

26. Il me semble très utile de reprendre, à ce propos, les parties pertinentes du discours de notre premier ministre, dont j'ai déjà parlé :

“Les autorités des Etats-Unis se sont hâtées de nier alors ce que chacun soupçonnait : la responsabilité de ce gouvernement dans les événements chiliens. Au bout d'un an, on a pu savoir, avec beaucoup de détails, que la CIA était intervenue de façon éhontée dans la situation chilienne, d'ordre des autorités suprêmes des Etats-Unis, pendant 10 ans de suite pour empêcher tout d'abord le triomphe de l'Unité populaire, pour gêner ensuite le nouveau gouvernement en dépit de ce triomphe et, enfin, pour travailler activement au renversement du président Allende.

“On vient d'apprendre, par la diffusion du rapport du directeur de la CIA, William Colby, présenté à la Sous-Commission des forces armées de la Chambre des représentants, le 22 avril 1974, ainsi que par d'autres révélations d'agents de la CIA,

publiées par la presse des Etats-Unis, que, lors des élections de 1964, la CIA a remis à la Démocratie chrétienne 3 millions de dollars pour appuyer son candidat, Eduardo Frei, contre Salvador Allende; qu'aux élections de 1970, la CIA a dépensé d'énormes sommes pour entraver à nouveau le triomphe du candidat populaire; que cette même année, après les élections victorieuses des forces populaires, 350 000 dollars ont été fournis pour suborner le Congrès du Chili afin d'éviter qu'il ne ratifie l'élection d'Allende; qu'immédiatement après la constitution du Gouvernement d'unité populaire, la CIA a dépensé, entre 1971 et 1973, 5 millions de dollars pour saboter le Gouvernement de l'unité populaire; qu'aux élections parlementaires de 1973, la CIA a dépensé 1,5 million de dollars pour appuyer les candidats de l'opposition et exercer son influence sur les moyens d'information et que, enfin, au cours de l'été de 1973, la CIA a financé les manifestations contre-révolutionnaires, les grèves des camionneurs et des commerçants auxquelles ont participé des dizaines de milliers de fascistes, et d'autres actes qui ont directement favorisé l'action criminelle et traîtresse du 11 septembre de cette année. Ces sommes considérables ont été négociées au marché noir et se sont ajoutées aux subventions officielles, contribuant ainsi à la spéculation et aggravant les difficultés monétaires.

“Sans entrer dans le détail des relations étroites entre le Pentagone et les forces armées chiliennes, lesquelles ont continué de recevoir des armes alors que le gouvernement populaire, s'est vu supprimer tous les crédits des Etats-Unis et des organismes financiers contrôlés par eux, j'ajouterai que la CIA a nettement joué un rôle décisif et créé les conditions propres à la préparation du terrain pour la perpétration du coup fasciste qui s'est soldé pour le peuple chilien par de nombreux deuils, de nombreuses effusions de sang et de tragédies. La CIA et les autorités suprêmes des Etats-Unis, qui ont incité et aidé cette politique, portent directement la responsabilité des milliers d'assassinats, de la torture, de l'emprisonnement et de l'exil, de la répression horrible et de la misère dont des millions de Chiliens souffrent aujourd'hui dans ce pays frère. Le sang limpide du héros révolutionnaire et héroïque Salvador Allende, assassiné le 11 septembre, restera une tache ineffaçable dans l'histoire des gouvernements des Etats-Unis.

“N'est-ce pas contraire à toutes les normes du droit international et aux principes fondamentaux des Nations Unies? N'est-ce pas contraire aux accords et aux traités internationaux signés par les Etats-Unis et les peuples de cet hémisphère?

“Qu'y a-t-il d'étrange” — comme le disait Fidel Castro dans son discours — “qu'avec ce manque élémentaire de respect et de considération à l'égard de nos peuples les Etats-Unis avouent et justifient l'intervention au Chili, et en même temps menacent le Venezuela et l'Equateur — entre autres pays producteurs de pétrole — de représailles par la faim et, pis encore si ces pays ne s'inclinent pas devant leur exigence, de réduction du prix du pétrole?”.

27. Des faits concrets de ce genre, si souvent répétés, doivent inévitablement nous inciter à constituer le

plus rapidement possible une organisation régionale véritable qui défende notre position dans le monde et défende les peuples de l'Amérique latine, les intègre et les unit politiquement devant la domination arrogante des Etats-Unis. A cet égard, les pays africains nous donnent un enseignement dont nous devons profiter. Ils ont exclu de leur organisation régionale l'Afrique du Sud, la Rhodésie et l'Europe.

28. Dans le discours déjà évoqué, le Premier Ministre de Cuba présente la question comme il convient :

“Les Etats-Unis d'un côté, les peuples latino-américains et des Antilles de l'autre, constituent deux mondes aussi différents que l'Europe et l'Afrique; les deux éléments n'ont pas place dans une même communauté. Là-bas ils sont séparés par Gibraltar, un petit bras de mer; ici nous sommes séparés par le détroit de Floride et le Río Bravo; dans les deux cas il y a un abîme technique et des cultures absolument différentes.

“Les Etats-Unis sont déjà une grande communauté; les peuples d'Amérique latine et des Antilles ont devant eux la tâche historique de constituer la leur, condition indispensable à leur liberté, à leur développement et à leur survie. Et il ne sera jamais possible d'atteindre à ce but par une promiscuité et un mélange honteux avec les Etats-Unis. Ensemble, nos peuples auront la force nécessaire pour nous acquérir la sécurité et la garantie que jamais aucun Traité interaméricain d'assistance mutuelle ni aucune OEA ne pourront nous offrir pour faire face à la domination, aux agressions et aux ingérences des Etats-Unis.”

29. Il y a quelques jours, l'ex-commandant général de l'armée du Chili, ex-ministre de la défense et ex-vice-président de la République dans le Gouvernement d'unité populaire, M. Carlos Prats, a été assassiné par des méthodes typiquement fascistes à Buenos Aires où il résidait en exil depuis le 15 septembre 1973. Sa femme est morte également, déchiquetée par l'onde de propagation de l'explosion.

30. Prats a été un militaire d'honneur et un citoyen honnête qui est resté loyal à ses obligations constitutionnelles et à la volonté souveraine du peuple chilien. Vivant, il était le doigt accusateur de la trahison commise et il représentait une espérance pour les officiers, sous-officiers et soldats qui constituent encore une réserve souterraine du peuple chilien. Dans une lettre adressée à Mme Hortensia Bussi, veuve de Salvador Allende, M. Prats disait : “Quant à la conduite de Pinochet, je puis vous dire que sa trahison n'a pas d'égal dans l'histoire du Chili”. Dans une autre lettre à une des filles du Président Allende, Béatrice, il écrivait : “J'ai beaucoup souffert des injustices dont j'ai été victime, mais j'ai encore plus souffert des plaies qui déchirent le peuple chilien”. Il lui faisait savoir également qu'il écrivait ses mémoires. Dans sa dernière lettre à la veuve de Allende, il indiquait : “Je suis resté en dehors des contacts politiques et journalistiques; cependant mes actes sont surveillés par un étrange réseau d'indicateurs et on a déployé beaucoup d'efforts au Chili pour trouver quelque chose qui puisse attenter à mon honneur.”

31. L'assassinat de Prats a étrangement coïncidé avec l'aveu fait secrètement par la CIA devant la

Chambre des représentants et publiquement par le Gouvernement des Etats-Unis de leur ingérence éhontée dans les affaires intérieures du Chili. Il n'est pas nécessaire d'être sorcier pour en tirer les conclusions qui s'imposent : les bénéficiaires de l'abominable crise se dénoncent eux-mêmes. Mais le sang généreux de Carlos Prats se mélange à celui du Président Salvador Allende et des milliers d'hommes et de femmes assassinés pour jeter les semences mêmes de la victoire inéluctable du peuple chilien. Il ne fait aucun doute qu'il saura écraser le fascisme. Cette noble semence se voit encore enrichie aujourd'hui par le sang ardent de Miguel Enriquez, Secrétaire général du mouvement de la gauche révolutionnaire, tombé, alors qu'on avait tant besoin de lui, dans un accrochage avec les sbires de la Junte. La délégation cubaine rend un hommage révolutionnaire à ce lutteur irréductible.

32. Un coup d'œil à l'ordre du jour abondant de cette session montre que, d'une part, survivent des questions dont la solution n'a pas encore été trouvée et que, de l'autre, de nombreux problèmes ont surgi au cours de l'année. Est-il besoin de dire qu'il est impossible de faire face à une aussi longue liste ? Notre délégation aura pour tâche d'en faire une étude spécifique au sein de la Commission pertinente.

33. Je juge, en revanche, nécessaire de m'occuper ici du problème présenté par la crise du vieil ordre économique international dans certains de ses aspects essentiels. Au cours de la sixième session extraordinaire, Cuba a déjà fixé sa position à ce propos [2227^e séance], en préconisant la nécessité impérieuse de remplacer cette structure injuste et désuète par un ordre économique international nouveau qui donne l'impulsion et assure le développement et la libération des pays sous-développés, objet de l'exploitation la plus impitoyable et de la discrimination des pays capitalistes hautement développés, ces mêmes pays qui aujourd'hui les menacent de représailles draconiennes allant même jusqu'à la guerre, après les avoir mis à sac pendant des siècles. "Des choses véritables qui feront parler les pierres", disait le classique. Aujourd'hui les pierres sont scandalisées et indignées de cette grossière prétention de transférer aux pays sous-développés producteurs de pétrole la responsabilité de l'inflation croissante, de la crise monétaire internationale et de la dépression qui s'ensuit, tous phénomènes nés exclusivement des mécanismes économiques et financiers d'un système en déclin.

34. Un des problèmes essentiels auxquels doit faire face l'Assemblée n'est pas la crise supposée qui serait née de l'augmentation du prix du pétrole, mais bien la crise véritable qui mine les fondements du régime capitaliste. On n'a pas connu de conjoncture semblable depuis la seconde guerre mondiale. Les signes caractéristiques précurseurs d'une nouvelle dépression sont bien visibles : récession et chômage. De toute évidence, l'économie de marché, qui a atteint son apogée en 1971, a épuisé sa force de propulsion et commence à descendre vertigineusement. Les troubles financiers de la crise monétaire internationale ont été un des facteurs actifs de ce processus. Les bases du système forgé à Bretton Woods sont inévitablement vermoulues. Les artifices anticycliques employés pour mettre un frein à cette situation ont

échoué jusqu'à présent. La spirale inflationniste continue son ascension irrésistible.

35. L'augmentation remarquable des prix des produits de base a servi de prétexte à certains pays capitalistes hautement développés pour orchestrer une campagne visant à semer la consternation, la confusion et l'effroi dans les pays sous-développés, en imputant avant tout aux producteurs de pétrole la responsabilité de ce qui leur arrive.

36. Les pays sous-développés ont été et demeurent les victimes, et non pas les coupables, de cette situation tendue. Ce sont les pays capitalistes hautement développés qui, depuis longtemps, ont imposé la hausse des prix sur les marchés mondiaux, en exportant des produits manufacturés à des prix qu'une inflation anarchique interne stimulait à un rythme effréné. En même temps, les pays sous-développés se voyaient obligés de vendre toujours moins cher leurs matières premières et d'acheter toujours plus cher les biens d'équipement et les produits manufacturés : processus bien connu, en somme, de la détérioration constante des termes de l'échange.

37. Il est certain qu'au cours des dernières années, la hausse des prix a atteint les matières premières, et d'une façon considérable le pétrole. Mais il n'est pas moins vrai que cette augmentation — à l'exception du pétrole — répondait à des facteurs purement conjoncturels ou passagers, qui vont des effets climatiques sur la production agricole jusqu'aux mouvements de spéculation, d'aucuns rattachés à l'inflation et d'autres à la crise monétaire internationale. Il est également vrai que les plus favorisés par cette hausse des prix des produits de base, comme le montrent les chiffres, ont été certains pays capitalistes hautement développés. Il n'est pas moins vrai non plus que les pays sous-développés ont essayé de s'organiser pour mettre au point une action unifiée pour la défense de l'amélioration légitime de leurs conditions face au régime colonialiste de relations inégales d'échange.

38. La valeur totale de l'augmentation des exportations des produits de base entre 1972 et 1973 est montée à 40 milliards de dollars. De cette augmentation, les pays capitalistes hautement développés ont absorbé 29 milliards et les pays sous-développés 11 milliards. Ce serait donc pur mensonge que de vouloir soutenir que le tiers monde a tiré un bénéfice, si peu substantiel que ce soit, de la récente hausse des prix des produits de base. Mais il y a plus. Le maigre excédent obtenu par les pays sous-développés a été annulé en de nombreux cas par une augmentation des postes négatifs des comptes extérieurs. Ces pays ont dû faire face à la dévaluation du dollar et à la spirale inflationniste de leurs importations de produits manufacturés et alimentaires.

39. En Amérique latine, de nombreux pays ont subi en 1973 d'importants déficits de leur balance commerciale et de leurs services, ainsi que le drainage de ressources représenté par les investissements privés étrangers. Les entreprises nord-américaines qui fonctionnent en Amérique latine ont envoyé presque 8 milliards à leurs maisons-mères entre 1968 et 1972. Nous serions fondés à supposer que l'impérialisme yankee a assigné à notre continent, entre autres fonc-

tions, celle de l'aider à résoudre les déséquilibres de sa balance internationale des paiements.

40. La hausse du prix du pétrole par les pays sous-développés producteurs a provoqué une tempête de mensonges, d'infamies et de menaces. On a même été jusqu'à les accuser de façon voilée d'être la cause de tout conflit mondial qui pourrait éclater. Notre premier ministre a exposé clairement, dans son discours déjà évoqué, l'attitude de Cuba devant cette question brûlante. C'est l'attitude d'un pays latino-américain, sous-développé socialiste et non aligné. Je vais maintenant vous citer les paragraphes relatifs à cette question et la stratégie politique qui s'impose dans ces moments critiques.

“Telle qu'elle a été présentée en termes extrêmement durs par le Président des Etats-Unis et d'autres dirigeants de ce pays aux Nations Unies et à la dix-neuvième Conférence énergétique mondiale qui a lieu à Détroit — où bien sûr les autorités yankees ont empêché la participation de Cuba en refusant des visas — cette question du pétrole acquiert un profil dramatique.

“Dans une action concertée et parfaitement mise au point, les dirigeants des Etats-Unis ont exigé des nations productrices de pétrole la réduction des prix en les rendant responsables de l'imminence d'une crise économique mondiale et en les menaçant de représailles éventuelles diverses. Les agences d'information américaines ont été chargées d'accentuer le caractère dramatique de ces affirmations, ce qu'elles n'ont pas manqué de faire.

“Les affirmations du Président des Etats-Unis ont été complétées par des déclarations similaires du Secrétaire d'Etat et du Secrétaire au Trésor des Etats-Unis.

“La stratégie des Etats-Unis est claire : grouper étroitement sous leur direction les pays capitalistes développés, diviser les nations du tiers monde et isoler les nations productrices de pétrole aux fins de leur imposer leurs conditions. Pour cela, ils les menacent non seulement de représailles sur le plan alimentaire mais aussi tout simplement de guerre.

“Il n'est pas juste, pour commencer, de rendre les pays producteurs de pétrole responsables de l'inflation mondiale et de la crise monétaire internationale. La responsabilité de ces problèmes incombe fondamentalement aux Etats-Unis eux-mêmes. Ce sont eux qui ont imposé à la communauté des nations le système monétaire qui donnait au dollar une position privilégiée par rapport à toutes les autres monnaies; ce sont eux qui ont inondé le monde et les réserves des banques centrales de presque tous les pays de billets américains dépassant de beaucoup leur couverture or; ce sont eux qui ont bloqué et éloigné la communauté socialiste du commerce international; ce sont eux qui ont lancé la guerre froide; ce sont eux qui ont lancé la course aux armements; ce sont eux et leurs alliés des pactes militaires qui, en un quart de siècle, ont investi chaque année des centaines de milliards aux fins d'armement; ce sont eux qui ont favorisé la guerre au Viet-Nam qui a coûté plus de 150 milliards de dollars. Le budget de guerre des Etats-Unis dépasse le chiffre annuel de 80 milliards

de dollars et la CIA, à elle seule, dépense annuellement des milliards. Cette funeste politique des impérialistes est à l'origine de l'inflation et de la crise monétaire qui a surgi bien avant l'augmentation des prix du pétrole. Les Etats-Unis ont lancé la société de consommation et le gaspillage sans limite des ressources naturelles des peuples. L'augmentation des prix du pétrole a, en tout état de cause, rendu plus aiguë une situation de crise qui existait déjà du fait même de l'impérialisme.

“En deuxième lieu, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) apparaît comme une juste réaction des pays producteurs appartenant au monde sous-développé pour se défendre contre les prix injustes, contre un échange inégal et des profits exorbitants des grandes sociétés multinationales, essentiellement américaines. Ceux qui ont instauré des prix de monopole du pétrole bien au-dessus des coûts de production n'ont pas été les pays producteurs mais bien les grandes sociétés pétrolières qui ont obtenu ainsi de fabuleux bénéfices à l'intention de la métropole impérialiste.

“Le pétrole a subi pendant bien des années le même sort que toutes les matières premières produites dans le monde en développement. Mais le pétrole est une matière première spéciale, parce que le fer, l'aluminium, l'étain, le cuivre, le nickel, l'uranium, le chrome, le manganèse et beaucoup d'autres produits sont consommés presque uniquement par les pays développés; par contre le pétrole est un produit que doivent consommer en plus ou moins grandes quantités tous les peuples du monde. Parmi toutes les matières premières, c'est la plus essentielle, la plus indispensable. C'est là que résident la force aussi bien que la faiblesse des pays producteurs de pétrole dans cet affrontement avec l'impérialisme.

“Dès que les prix du pétrole ont augmenté, après la récente crise du Moyen-Orient, les pays capitalistes développés ont augmenté de façon vertigineuse les prix des équipements, des techniques et des produits industriels, bien au-dessus de la proportion dans laquelle les coûts de l'énergie pesaient sur les coûts de production. A l'augmentation des prix du pétrole, il a été répondu immédiatement par une augmentation des prix des exportations. Ils disposaient de ce moyen pour faire face à leurs difficultés; mais il est beaucoup de pays dans le monde qui ne sont pas industrialisés, qui ne possèdent pas de pétrole et dont les revenus des produits agricoles ou des matières premières ne compensent pas l'augmentation énorme des produits industriels et de l'énergie.

“C'est pour cette raison que la stratégie impérialiste tient compte du fait qu'aux yeux de beaucoup de pays pauvres l'exigence de réduire les prix du pétrole pourrait être favorablement accueillie. Cela pourrait se traduire par une division profondément regrettable des pays du tiers monde, et aboutir ainsi à la défaite des pays exportateurs de pétrole, défaite qui en dernière analyse serait celle de tous les producteurs de matières premières et signifierait une aggravation de l'échange inégal imposé à nos peuples par l'impérialisme.

“Le pétrole a une situation privilégiée entre toutes les matières premières; c’est pourquoi il joue un rôle d’avant-garde dans cette lutte. Mais cela signifie une immense responsabilité pour les pays de l’OPEP. Si l’on veut que tous les pays sous-développés fassent leur la bataille du pétrole, il est indispensable que les pays producteurs de pétrole fassent leur la bataille du monde sous-développé. Ce n’est pas en investissant les revenus du pétrole dans les pays industrialisés ou les organismes financiers internationaux qui sont sous la coupe de l’impérialisme que l’on peut obtenir l’appui du monde sous-développé. Ces ressources doivent être investies essentiellement dans le tiers monde, dans la lutte contre le sous-développement afin que la bataille du pétrole soit vraiment un symbole d’espérance pour tous les peuples abandonnés de la terre. Sinon une grande partie du monde sous-développé n’aura rien à gagner dans cette lutte; il ne lui restera qu’à payer les produits manufacturés et l’énergie plus cher en se résignant à un plus grand appauvrissement dans une situation d’ores et déjà critique.

“Ni les pays pétroliers ni les autres peuples sous-développés ne peuvent s’offrir le luxe de laisser échapper cette occasion historique. C’est l’heure, pour tous les pays du tiers monde, de s’unir et de faire face au défi impérialiste. Si les pays pétroliers se maintiennent unis et fermes, s’ils ne se laissent pas intimider par les menaces des Etats-Unis, s’ils recherchent l’alliance des autres pays du monde sous-développé, les pays capitalistes industrialisés devront accepter comme inévitable la disparition des conditions honteuses et injustes de l’échange qu’ils ont imposées à nos peuples.

“Les pays non alignés pourraient se réunir et donner une réponse ferme, unifiée et catégorique aux menaces et aux pressions des Etats-Unis. Face à la stratégie impérialiste de division, il faut l’union la plus résolue. Ainsi la coopération internationale indispensable ne s’établira pas selon les conditions exigées par les impérialistes mais selon les aspirations et les intérêts les plus légitimes de tous les peuples du monde.

“Le Gouvernement du Venezuela a répondu avec énergie et dignité au discours du Président des Etats-Unis. Mais seuls quelques pays latino-américains producteurs ou exportateurs de pétrole en puissance lui ont donné leur appui. Beaucoup d’autres gouvernements ont gardé le silence. Lorsque, sous peu, le Venezuela nationalisera le fer et le pétrole, comme son gouvernement l’a annoncé, il faut supposer que la politique impérialiste envers ce pays deviendra plus dure.

“C’est l’heure historique pour le Venezuela de demander l’appui des peuples de l’Amérique latine, qui eux-mêmes ont besoin du Venezuela. Nous devons voir dans la bataille que livre le Venezuela celle de tous nos peuples.

“Par ailleurs, grâce aux ressources financières extraordinaires qu’il peut mobiliser par la voie d’une ferme politique pétrolière, le Venezuela pourrait favoriser l’union, l’intégration, le développement et l’indépendance des peuples de l’Amérique latine,

comme ce fut le cas au siècle passé pour les soldats de Simon Bolivar.

“Cuba qui, avec l’aide généreuse de l’Union soviétique, n’a pas connu la crise énergétique et dont le développement va de l’avant malgré le blocus impérialiste et l’attitude lâche de beaucoup de gouvernements de ce continent, n’hésite pas à proclamer son appui au peuple frère du Venezuela et au gouvernement de ce pays dans leur juste réaction face aux prétentions des Etats-Unis.

“Que les Vénézuéliens s’inspirent de l’exemple de la révolution cubaine qui, dans les conditions les plus incroyables de blocus, de solitude hémisphérique et d’isolement a résisté de pied ferme et sans aucune défaillance aux coups de boutoir de l’impérialisme et, après 15 ans, a surgi victorieuse et invaincue, comme un fait irréversible sur ce continent !

“Le Venezuela n’est pas aussi seul en cet hémisphère que le fut Cuba et peut-être le destin réserve-t-il à nouveau au peuple de l’illustre Libérateur un rôle décisif dans l’indépendance définitive des nations de l’Amérique latine.”

41. Dans son message au Secrétaire général, le Président de la République algérienne démocratique et populaire, Houari Boumediène, fait allusion à juste titre aux graves responsabilités qui incombent aux pays capitalistes développés lorsqu’il dit :

“Ne se sentant pas, sans doute, en mesure de freiner, par leurs propres moyens et grâce à leurs ressources propres, le processus inflationniste, certains pays industrialisés tentent d’attribuer les causes du mal dont ils souffrent et qu’ils ont réussi à étendre au reste du monde au seul prix du pétrole vendu par un groupe de pays en voie de développement. En vérité, loin d’être des facteurs d’inflation, les pays producteurs de pétrole, au même titre que ceux qui sont producteurs de matières de base, en sont les premières victimes. La véritable cause de l’inflation est à rechercher dans les fondements mêmes du système économique des pays développés.

“Ce système, qui depuis des siècles a permis aux pays occidentaux de bâtir et de faire prospérer leur économie, repose foncièrement sur l’exploitation permanente des plus pauvres par les plus riches, et des plus faibles par les plus forts. Certains des pays développés sont allés jusqu’à refuser leur aide humanitaire aux plus démunis d’entre les pays du tiers monde, tandis que d’autres ont tenu à subordonner l’octroi de leur concours à l’aide qui pouvait être apportée par d’autres pays, notamment les pays producteurs de pétrole. Les raisons profondes qui motivent une telle façon d’agir visent à faire pression sur les pays membres de l’OPEP en menaçant de pousser jusqu’au désespoir la misère de ceux qui sont démunis. La majorité des pays développés n’a, en définitive, tiré aucune leçon du débat intervenu au cours de la dernière session extraordinaire de l’Assemblée générale et persiste à vouloir régler les problèmes qui se posent aujourd’hui à l’humanité en dehors du cadre des Nations Unies.” [A/9787, annexe, p. 1 à 3.]

42. Le président Boumediène, dans son message, relève que “les questions d’énergie, de matières

premières ou encore de l'inflation" ne peuvent être résolues que par "une véritable coopération internationale." Mais — signale-t-il — "une telle coopération ne pourra s'établir que le jour où l'ordre économique international actuel ne sera plus dominé par les pays développés".

43. Cuba affirme une fois de plus sa conviction profonde que le problème fondamental dans le tiers monde aujourd'hui c'est le développement et la libération. La base de ses relations avec le monde capitaliste développé repose sur les privilèges, les subterfuges et les tourniquets de l'impérialisme et du néo-colonialisme, qui constituent un mécanisme qui étançonne et favorise la perpétuation du système établi pendant l'expansion de l'ère coloniale. Leur hégémonie sur les marchés des matières premières, le fait qu'ils monopolisent pratiquement la fabrication des produits industriels, les biens d'équipement et le contrôle des institutions financières internationales leur ont permis d'imposer à leur gré des termes d'échange inégaux et de vassaliser l'évolution et les tendances du commerce mondial, ce qui se caractérise par une politique discriminatoire et obstructionniste au profit des grands consortiums et des entreprises multinationales, et à haut prix pour les pays sous-développés et à leur détriment. L'expansion du commerce international dans ces conditions a donc servi essentiellement à enrichir démesurément les pays capitalistes hautement développés, au prix d'un appauvrissement proportionnel des pays sous-développés.

44. L'heure est donc venue de souder nos efforts jusqu'à donner un caractère concret et réel à notre droit souverain sur les ressources naturelles et à parvenir à remplacer l'ordre international injuste et anachronique des relations économiques par un ordre économique international nouveau qui renforce et éperonne le développement et la libération du tiers monde. La maturité de notre conscience réclame une action conforme à l'entreprise de revendication que nous nous sommes engagés à mener à bien sans défaillance, sans trêve, dans une alliance avec les forces démocratiques et progressistes et les pays socialistes qui participent à la même bataille. Patrie ou mort ! Nous vaincrons !

45. M. ABDULLAH (Afghanistan) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, permettez-moi de vous présenter les sincères félicitations de la délégation de la République de l'Afghanistan à l'occasion de votre élection à la présidence de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. C'est un hommage approprié rendu à vos qualités d'homme d'Etat ayant servi de manière remarquable non seulement votre propre pays, mais également la communauté internationale. Votre élection représente aussi un honneur bien mérité pour votre pays, la République algérienne démocratique et populaire, avec laquelle mon pays a de très cordiales relations, et qui a toujours appuyé la cause du mouvement non aligné et les buts et principes de la Charte des Nations Unies. Nous sommes convaincus que sous votre conduite, la présente session de l'Assemblée générale sera dirigée avec distinction. Nous vous assurons de notre pleine coopération.

46. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour exprimer à M. Leopoldo Benites la profonde gratitude

de ma délégation pour la compétence et l'objectivité avec lesquelles il a mené les débats de la vingt-huitième session et de la sixième session extraordinaire. Nous tenons à lui rendre un hommage chaleureux pour les qualités d'homme d'Etat et la sagesse dont il a fait preuve.

47. Je voudrais également dire au Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, combien nous apprécions ses efforts inlassables dans la recherche de possibilités de solutions aux crises actuelles.

48. Au nom de la délégation de la République d'Afghanistan, je saisis cette occasion pour saluer parmi nous les nouveaux Membres, à savoir la République populaire du Bangladesh, la Guinée-Bissau et la Grenade. La naissance de ces pays indépendants et leur entrée aux Nations Unies, que nous saluons, sont le résultat direct de la lutte continue des peuples opprimés, appuyée par cet organe mondial. Nous souhaitons à ces nouveaux Membres un avenir couronné de succès et comptons sur une collaboration constructive avec eux dans cette organisation. Nous sommes persuadés que leur contribution permettra d'enrichir nos efforts en faveur de la paix mondiale et du progrès.

49. C'est un plaisir insigne pour ma délégation que de voir notre voisin de la région, la République populaire du Bangladesh, occuper la place qui lui revient de droit dans cet organe international. Le peuple de l'Afghanistan a de fermes liens d'amitié cordiale et de fraternité avec l'héroïque peuple du Bangladesh. La naissance du Bangladesh en tant que nation indépendante reflète la reconnaissance tant attendue des droits inhérents de son peuple et des réalités de cette région.

50. Mon gouvernement tient à exprimer sa sympathie au Gouvernement du Honduras, dont le peuple a souffert tout récemment de la catastrophe naturelle qui a affecté ce pays. Nous nous félicitons des efforts déployés par la communauté internationale pour aider les victimes du cyclone.

51. La principale tâche de cette organisation mondiale est le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Vingt-neuf années se sont écoulées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Jusqu'à présent, une autre guerre mondiale a été évitée, bien qu'en un certain nombre d'occasions, la catastrophe n'ait pu être évitée qu'au dernier moment. Néanmoins, tant que les exigences fondamentales d'une paix durable et de la sécurité dans le monde n'auront pas été réalisées, nous devons tous craindre l'éclat de la violence et la conflagration mondiale. En outre, le droit inaliénable des peuples à l'indépendance et à l'autodétermination, à la libération de la domination étrangère, de l'occupation et de l'exploitation étrangères n'a pas été pleinement réalisé. C'est pourquoi la paix et la sécurité internationales ne restent qu'un idéal que l'Organisation internationale continuera d'essayer vainement d'atteindre.

52. Nous avons pensé que les années 1970 verraient naître une nouvelle époque de réalisations, mais nous avons constaté que lorsque la paix semble possible dans une région, le conflit éclate dans une autre.

53. Au Moyen-Orient, malgré quelques succès réalisés dans le dégagement des troupes égyptiennes,

syriennes et israéliennes, une paix durable n'a pas encore été obtenue. Nous croyons que l'objectif d'une paix juste et durable au Moyen-Orient ne peut être réalisé qu'après le retrait total d'Israël des territoires arabes, la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, et le retour de la ville sainte de Jérusalem sous la souveraineté arabe. La cause arabe a l'appui de tous ceux qui respectent les principes des droits de l'homme et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. La communauté internationale porte la lourde responsabilité de rétablir les torts causés en 1947 par la partition de la Palestine. A l'égard de ce cas regrettable, nous endossons tous la même responsabilité. Nous espérons sincèrement que les efforts diplomatiques, qui doivent reprendre dans le proche avenir, permettront de dégager des solutions pour une paix durable au Moyen-Orient. Toutefois, le rétablissement des droits légitimes du peuple de Palestine, en toutes circonstances, est une condition *sine qua non* pour l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

54. La lutte juste et légitime du courageux peuple palestinien pour recouvrer ses terres usurpées constitue une partie intégrale de l'effort mondial de tous les peuples contre la domination étrangère. La délégation afghane a pleinement appuyé l'inscription d'un nouveau point à l'ordre du jour : "La question de Palestine" [point 108], et nous soutenons donc de tout cœur le point de vue selon lequel les représentants de l'Organisation de la libération de la Palestine (OLP) doivent participer pleinement aux débats sur cette question en assemblée plénière.

55. Par suite de l'intervention militaire de l'ancien régime militaire de Grèce dans les affaires intérieures de Chypre, nous avons vu éclater une grande crise dans la région. L'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté de Chypre ont été mises en péril. Le Gouvernement de la République d'Afghanistan espère que le problème de Chypre sera résolu compte dûment tenu des droits de la communauté turque et de la préservation de la souveraineté de Chypre. La délégation afghane exprime l'espoir que, par suite de négociations, une solution juste et durable, fondée sur la résolution 353 (1974) du Conseil de sécurité, pourra être trouvée.

56. L'amélioration progressive qui s'est produite dans les relations entre certaines grandes Puissances maintient son élan. Nous nous félicitons du processus de détente qui, nous l'espérons, fera réduire la tension. Cependant, cet esprit de compréhension et de coopération ne doit pas se limiter seulement aux relations entre les grandes puissances. Nous croyons que le succès de la détente requiert la participation de tous les Etats, grands ou petits, afin d'assurer leurs intérêts égaux.

57. La politique étrangère de l'Afghanistan est fondée sur notre politique traditionnelle de non-alignement, de non-participation aux blocs militaires, de coexistence pacifique dans le respect mutuel, et de plus ample promotion des relations amicales avec tous les pays, quels que soient leurs systèmes économiques et sociaux. Dans notre région, les relations de bon voisinage dont nous jouissons avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont inébranlables. L'atmosphère de relations chaleureuses et cordiales a favorisé des liens économiques fruc-

tueux à notre avantage mutuel. Nous avons des relations fraternelles avec le Gouvernement iranien. Les relations amicales entre les deux pays ont été récemment encore renforcées par suite de contacts bilatéraux qui, nous en sommes convaincus, apporteront des avantages aux deux pays et serviront la cause de la paix et de la sécurité régionales.

58. Nos relations avec notre autre grand voisin, la République populaire de Chine, se poursuivent, pour ce qui nous concerne, d'une façon normale et très amicale.

59. Les relations de l'Afghanistan avec l'Inde ont toujours été très cordiales et amicales et nous continuerons de maintenir et d'étendre la coopération qui a marqué nos vieilles relations amicales.

60. En ce qui concerne la déclaration faite le 27 septembre 1974 [2247^e séance] par M. Aziz Ahmed, ministre d'Etat pour la défense et les affaires étrangères du Pakistan, au sujet des relations tendues entre l'Afghanistan et le Pakistan, il faut dire que s'il a évoqué les relations peu satisfaisantes existant entre nos deux pays, il s'est abstenu d'en donner la raison. Je suis certain que tous les représentants rassemblés ici se posent la question de savoir quelle est la cause réelle de ces relations tendues. Je voudrais saisir cette occasion simplement pour préciser, à l'intention des membres de l'Assemblée générale, la cause réelle du problème et chercher une solution éventuelle à ce sujet, seul différend politique existant entre les deux pays.

61. Au cours du siècle passé, la puissance coloniale n'a pas seulement occupé progressivement le sous-continent de l'Inde, mais a aussi, sous divers prétextes tels que celui de créer des frontières sûres pour ses territoires coloniaux, commencé à occuper notre patrie. A diverses périodes, la puissance coloniale a séparé des parties de notre terre et les habitants de la patrie. C'est cette question qui, pendant presque un siècle, a laissé des relations tendues entre l'Afghanistan et le Gouvernement britannique en Inde. Aujourd'hui, c'est la même question — regrettable séquelle de l'époque coloniale — qui a, de façon si regrettable, tendu les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan, dont les deux gouvernements, je crois, souhaitent des relations amicales.

62. Après cette brève explication, les membres de l'Assemblée comprendront qu'avec la fin du régime colonial dans le sous-continent indien, l'Afghanistan avait le droit de réclamer ses terres usurpées. Mais l'Afghanistan s'est abstenu de le faire en raison de la promulgation de la Charte des Nations Unies et de la reconnaissance du principe selon lequel les peuples sous régime colonial ont le droit d'exercer librement leurs droits légitimes. L'Afghanistan pensait qu'il serait préférable de résoudre le problème par des moyens pacifiques et conformément à la volonté des peuples pakhtun et baluchi. Par conséquent depuis la création du Pakistan, l'Afghanistan s'est toujours efforcé, et continuera de s'efforcer, de résoudre ce seul différend politique d'une façon juste et honorable par le truchement de négociations, grâce à une entente pacifique et à une bonne volonté mutuelle, conformément aux vœux des dirigeants nationaux des peuples pakhtun et baluchi.

63. L'Afghanistan croit fermement que l'emploi de la force, l'oppression et l'emprisonnement de ceux qui réclament que leur soient appliqués les droits de l'homme ne peuvent que susciter des sentiments de pessimisme et de mécontentement et mener à une résistance plus grande. En outre, cette façon d'agir aura un effet néfaste sur le maintien de la paix et de la stabilité dans notre région — paix et stabilité que nous appelons de tous nos vœux.

64. Tout en confirmant ce qu'a dit M. Aziz Ahmad lorsqu'il a déclaré que son gouvernement souhaitait avoir de meilleures relations avec l'Afghanistan — et nous avons déjà exprimé en maintes occasions notre désir de négociation — je voudrais une fois encore déclarer ici que nous souhaitons sincèrement négocier sans aucune condition préalable, n'importe où et à tout moment, en vue de trouver une solution pacifique au seul litige politique qui existe entre l'Afghanistan et le Pakistan, et améliorer l'atmosphère de confiance mutuelle.

65. Je suis certain que les représentants assemblés ici partagent nos vues et sont d'accord sur cette proposition qui reflète notre désir de paix et vise à ce qu'une solution de ce problème soit trouvée conformément aux principes établis par la Charte de cette organisation.

66. Si nous désirons réellement la paix, la coopération, la compréhension et si nous voulons vivre ensemble, laissons de côté la rancune et l'orgueil. En tant qu'êtres humains responsables, nous devons avoir le courage de reconnaître les problèmes et les traiter avec perspicacité tout en nous souvenant que nos actions seront jugées par l'histoire et les générations futures. Pour résoudre les problèmes, nous avons besoin de perspicacité et de courage. Dans le monde actuel, où nous vivons dans une communauté étroite et interdépendante, nous devons regarder en face les problèmes graves qui se posent à nous, avec réalisme et le sens des responsabilités. Le réalisme est un facteur essentiel pour trouver les solutions indispensables.

67. Pour ce qui est du désarmement, la politique de la République d'Afghanistan est bien connue. Nous avons appuyé, et continuerons de le faire, toute mesure visant à la réalisation d'un désarmement général et complet. Nous avons soutenu l'interdiction des essais nucléaires dans tous les milieux. Aux termes du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [résolution 2373 (XXII)], toutes les puissances nucléaires ont l'obligation de se livrer aux consultations nécessaires pour arriver à un accord sur l'arrêt de tous les essais, dans tous les milieux.

68. Ce point, en tant que question prioritaire, a été soumis à l'examen de la Conférence du Comité du désarmement; malheureusement, aucun accord définitif n'a pu être atteint à ce jour. Nous pensons qu'en tant que mesure collatérale de désarmement, on pourrait arriver à un accord qui étendrait à tous les milieux l'actuelle interdiction d'essais nucléaires.

69. Le désarmement a fait l'objet de nombreux débats au sein des Nations Unies et en dehors d'elles. Cependant, la course aux armements nucléaires et conventionnels n'a pas diminué d'intensité; elle s'est au contraire accélérée au point qu'elle constitue un danger évident à la paix et à la sécurité. Les progrès

dans le domaine du désarmement ont été modestes, tandis que les dépenses en armements ne cessaient d'augmenter.

70. Le succès dans le domaine du désarmement dépend de la volonté politique des membres de la communauté internationale, et en particulier des grandes puissances. Il est donc nécessaire que les Nations Unies soient partie à tous les efforts visant à la réalisation d'un désarmement général et complet. Pour ces raisons, le Gouvernement de l'Afghanistan, en tant que pays non aligné, s'est toujours déclaré en faveur de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement aussi bien lors des conférences des pays non alignés qui ont émis cette idée qu'aux Nations Unies. Nous sommes convaincus qu'avec une préparation appropriée, une telle conférence aurait un but très utile : celui d'examiner la croissance de la course aux armements et les mesures à prendre pour arriver au désarmement. Dans une conférence de cette nature, la participation de toutes les puissances nucléaires est une condition préalable indispensable.

71. Le Gouvernement de l'Iran a proposé cette année [A/9693 et Add.1 et 2] l'inscription d'un nouveau point intitulé: "Etablissement d'une zone dénucléarisée dans la région du Moyen-Orient". Nous nous félicitons de cette initiative opportune du Gouvernement de l'Iran et nous estimons que cette proposition renforcerait encore la paix et la sécurité dans la région et que son acceptation et son application constitueraient un pas positif vers le désarmement nucléaire. Nous espérons sincèrement que le débat de l'Assemblée générale sur les différents aspects de ce point conduira à l'adoption de mesures appropriées pour sa mise en œuvre rapide.

72. En ce qui concerne l'élimination du colonialisme et de la domination étrangère sous toutes leurs formes et manifestations, la politique du Gouvernement de l'Afghanistan n'a pas changé. Les Nations Unies ont obtenu des succès importants dans ce domaine au cours des 29 dernières années, mais, cependant, des vestiges du colonialisme et de la domination étrangère persistent dans certaines parties du monde, où ils constituent une barrière immense au droit à l'autodétermination et empêchent le développement et le progrès.

73. Comme on peut le voir, la situation en Rhodésie du Sud s'est aggravée au cours de l'année passée, principalement en raison de mesures extrêmement répressives prises par le régime minoritaire raciste illégal de Ian Smith contre la population autochtone du Zimbabwe. La situation s'est aggravée à la suite de la violation par certains Etats, notamment l'Afrique du Sud, des sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité. Compte tenu de la situation qui prévaut en Rhodésie du Sud, ma délégation appuie pleinement l'idée d'élargir la portée des sanctions.

74. Dans le cas de la Namibie, l'Afrique du Sud continue à défier de façon flagrante les décisions des Nations Unies et elle a violé ses obligations au titre de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne ce territoire. L'Afrique du Sud a de plus en plus recours à la violence, à la torture et à l'intimidation du peuple de la Namibie dans le but de faire progresser sa politique inhumaine de "bantoustanisation" et d'apartheid.

75. Ma délégation apprécie les mesures adoptées par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie dans l'accomplissement du mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale. Nous espérons que tous les Membres des Nations Unies estimeront possible de coopérer pleinement avec le Conseil en tant qu'autorité *de jure* pour la Namibie, et de se plier à ses décisions.

76. La délégation afghane est heureuse de la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères du Portugal dans la discussion générale, où il a réaffirmé la politique de son gouvernement en faveur de la décolonisation. C'est, en vérité, une source de satisfaction pour nous de voir que les nouveaux dirigeants du Portugal ont reconnu les droits inaliénables des peuples des colonies portugaises à la libre détermination et à l'indépendance. Nous sommes encouragés par l'accord intervenu entre le FRELIMO et le Portugal, qui prévoit l'octroi de l'indépendance au Mozambique en 1975. Nous espérons sincèrement qu'un accord semblable interviendra dans un proche avenir pour l'Angola, afin que la population de ce pays aussi puisse réaliser les aspirations légitimes vers lesquelles elle tend depuis si longtemps.

77. En tant que pays sans littoral, l'Afghanistan attache une grande importance aux travaux de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. La conclusion d'un ordre juridique juste et global de la mer, qui pourrait garantir les droits et les intérêts de tous les Etats, qu'ils soient côtiers ou sans littoral, développés ou en voie de développement, petits ou grands, est une nécessité internationale urgente.

78. Une future convention sur le droit de la mer doit assurer le droit de libre accès à la mer pour les pays sans littoral et être fondée sur les principes fermement établis et juridiquement contraignants du droit international. Le droit de libre transit des pays sans littoral et leur participation à l'exploration et à l'exploitation des ressources vivantes et non vivantes de la mer au-delà des limites internationalement reconnues des mers territoriales des Etats doivent être réaffirmés et garantis.

79. Les insuffisances de l'ordre économique mondial et des mécanismes économiques existants pour faire face aux problèmes de développement dans les pays en voie de développement et la réalisation d'un développement égal et équilibré des membres de la communauté internationale ont été amplement révélées et discutées pour la première fois à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale réunie pour étudier les problèmes des matières premières et du développement. La valeur de cette session extraordinaire réside dans le fait qu'il s'est établi un dialogue fondé sur la compréhension et le respect des priorités de tous les pays à des niveaux différents de développement. L'Assemblée, au cours de la présente session extraordinaire, a souligné le fait que les intérêts et le bien-être des pays développés et des pays en voie de développement ne peuvent plus être isolés les uns des autres. Les décisions prises à cette session constituent un tournant dans les relations économiques internationales des pays ayant des niveaux différents de progrès économique. Nous sommes convaincus que ces décisions conduiront à une ère d'interdépendance, de justice, de progrès et de paix.

80. Comme le savent tous les membres de l'Assemblée, l'Afghanistan est un pays sans littoral et en voie de développement; c'est aussi l'un des moins développés parmi les pays en développement. Les problèmes et les besoins urgents de ces pays ont été largement examinés au cours de la session extraordinaire. Il s'en est suivi que les pays en question ont été inclus parmi les plus gravement touchés par la crise économique internationale. L'application de mesures urgentes pour répondre à leurs besoins et à leurs problèmes a été envisagée dans les résolutions adoptées par l'Assemblée lors de la session extraordinaire [résolution 3202 (S-VI)].

81. A notre grand regret, les mesures contenues dans les décisions de l'Assemblée au cours de la session extraordinaire n'ont pas, jusqu'à maintenant, été appliquées par les membres de la communauté internationale. Le Programme d'action établi par la résolution 3202 (S-VI) qui envisageait des mesures d'urgence destinées à résoudre les problèmes urgents des pays sans littoral, des pays les moins développés et d'autres pays les plus sérieusement touchés par la récente crise économique n'a pas été appliqué en fait. Cette carence est due très largement au manque d'intérêt et de compréhension de la part des pays développés, malgré les décisions prises au cours de la session extraordinaire. Cependant, ma délégation tient à remercier les pays développés ainsi que les pays en développement qui pourraient éventuellement apporter leur contribution et qui ont offert leur assistance pour la mise en œuvre de la résolution.

82. Puisque la mise en œuvre de ces décisions prises au cours de la session extraordinaire et d'autres questions économiques qui nous intéressent tout spécialement doivent être discutées à fond par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, ma délégation a pensé qu'il lui suffisait, à cette étape, d'exposer son opinion en termes généraux.

83. En conclusion, la délégation de la République de l'Afghanistan s'engage, Monsieur le Président, à vous apporter son entière coopération, ainsi qu'aux autres Membres des Nations Unies, et à faire tous ses efforts pour aboutir à une nouvelle ère d'action commune en vue d'examiner toutes les possibilités d'améliorer la situation économique, sociale et politique et les conditions de vie des peuples du monde. Nous sommes certains que, grâce à la bonne volonté de tous, cette session sera couronnée de succès.

84. M. BAAH (Ghana) [*interprétation de l'anglais*] : Votre élection, Monsieur le Président, au poste de président de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale est intervenue à un moment où des événements dramatiques se déroulent en Afrique et où la question de la paix et de la stabilité de notre continent pèse lourdement dans les esprits de la communauté internationale. Puis-je, au nom du Gouvernement et du peuple du Ghana et en mon nom propre, vous féliciter très chaleureusement et exprimer la conviction que, sous votre habile présidence, les travaux de l'Assemblée seront dirigés avec tout le sérieux qu'ils méritent. L'élection d'un homme d'Etat africain aussi éminent en tant que Président de l'Assemblée est une source de grande fierté pour tous les Africains. Cette élection est un élément de prestige et un hommage rendu non seule-

ment à notre continent, à votre pays et au peuple de l'Algérie, mais aussi à vous personnellement.

85. Ma délégation ne peut oublier que c'est à Alger, et avec votre aide active en tant que ministre des affaires étrangères de votre pays, que le Portugal a conclu, le 26 août dernier, ses conversations avec la Guinée-Bissau. Ces conversations, entre autres, ont abouti à la reconnaissance par le Portugal, depuis longtemps attendue, du droit inaliénable du peuple de Guinée-Bissau et de tous les autres peuples des territoires dépendants du Portugal, y compris le Mozambique et l'Angola, à l'autodétermination et à l'indépendance. Ma délégation n'a aucun doute, Monsieur le Président, que vous déploierez les mêmes talents dans la direction des travaux de notre session. Pour notre part, nous vous assurons de notre coopération.

86. Ma délégation se félicite aussi d'avoir travaillé sous la direction de votre prédécesseur, M. Leopoldo Benites. Sa patience, sa persévérance et son dévouement nous ont dirigés non seulement tout au long de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, mais aussi pendant l'importante sixième session extraordinaire. Je tiens à lui dire, par votre entremise, la reconnaissance infinie de ma délégation.

87. Au Secrétaire général qui, par sa persévérance et son dévouement, a su si bien administrer les affaires de l'Organisation en dépit des difficultés graves et imprévisibles de notre époque, nous tenons à exprimer notre vive satisfaction et nos sincères remerciements. Ma délégation accepte très volontiers le rapport qu'il a présenté à cette session [A/9601 et Add.1] et demeure persuadée qu'il continuera de déployer, pour le plus grand bienfait de la communauté internationale, les qualités qui l'ont si bien fait connaître.

88. Ma délégation souhaite saisir cette occasion pour saluer l'admission du Bangladesh, de la Guinée-Bissau et de la Grenade au sein de cet organisme. Nous sommes heureux de voir qu'une année après son indépendance la Guinée-Bissau a été admise comme membre à l'Organisation de l'unité africaine et Membre à l'Organisation des Nations Unies, pour ne mentionner que ces deux institutions. Nous sommes persuadés que la participation de ces nouveaux Membres à nos délibérations contribuera au triomphe final de la justice et de la paix internationales pour lesquelles nous allons tous continuer d'œuvrer.

89. En saluant la Guinée-Bissau au sein de l'Assemblée alors que vous occupez le fauteuil présidentiel, Monsieur le Président, je me rappelle en particulier les similitudes frappantes qui existent entre la lutte triomphante du peuple algérien et celle du peuple de la Guinée-Bissau. Les deux pays étaient en proie à la domination implacable et sans merci des puissances coloniales. Tous deux ont engagé une longue lutte de libération nationale contre les puissances coloniales, déterminées de manière désespérée à défendre le mythe constitutionnel insoutenable selon lequel les territoires coloniaux africains étaient considérés comme des prolongements des puissances métropolitaines européennes. Dans les deux cas, tandis que l'Organisation essayait de faire entendre la voie de la raison aux puissances coloniales, la volonté inébranlable des populations des territoires triomphait des armes de leurs oppresseurs. En Algérie comme en

Guinée-Bissau, les deux puissances coloniales, en désespoir de cause, cherchaient à intimider et à terroriser les territoires voisins sympathisants. C'est ainsi que les voisins de l'Algérie — le Maroc, la Tunisie et la République arabe d'Egypte — peuvent aujourd'hui encore montrer au monde les cicatrices de leurs blessures. Les voisins de la Guinée-Bissau — la Guinée et le Sénégal — ont souffert des ravages de l'invasion extérieure et des menaces contre leur intégrité territoriale.

90. La lutte héroïque des peuples de l'Algérie et de la Guinée-Bissau a démontré au monde entier que le colonialisme est une agression permanente et une menace contre la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi les luttes de l'Algérie et de la Guinée-Bissau ont reçu l'appui collectif des Nations Unies. L'indépendance de l'Algérie et de la Guinée-Bissau a été reconnue par l'Organisation mondiale avant même la cérémonie officielle d'admission. Dans leur heure finale de triomphe, les vaillantes populations de l'Algérie et de la Guinée-Bissau n'ont pas seulement libéré leurs pays, mais, par une ironie de l'histoire, leur lutte a affecté profondément la politique intérieure des pays métropolitains eux-mêmes, conduisant à des changements populaires, politiques, économiques et sociaux.

91. Qu'il me soit permis de saluer le valeureux et héroïque peuple de Guinée-Bissau. Le Gouvernement et le peuple du Ghana tiennent à rendre hommage tant au peuple de la Guinée-Bissau qu'à la profondeur intellectuelle qui a marqué les horizons philosophiques et révolutionnaires offerts au peuple par le parti d'avant-garde, le Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde (PAIGC), à chacune des étapes de sa longue lutte.

92. Nous rendons un hommage solennel à la mémoire révéree de notre frère Amílcar Cabral qui a donné sa vie pour la noble cause de la libération de son pays. A cette occasion, nous nous souvenons de ses sages réflexions sur l'arrogance intellectuelle des impérialistes et le destin de l'Afrique opprimée :

“Il y a une conception préétablie, qui est celle de nombreuses personnes, même de gauche, selon laquelle l'impérialisme nous a fait entrer dans l'histoire au moment où il entreprenait ses aventures dans nos pays. Ce préjugé doit être dénoncé. Nous considérons que lorsque l'impérialisme est apparu en Guinée, il nous a fait sortir de l'histoire, de notre histoire.”

93. C'est l'histoire du peuple de la Guinée-Bissau interrompue par cinq siècles d'impérialisme qui maintenant reprend son cours naturel sous nos propres yeux. En célébrant l'admission officielle à l'Organisation des Nations Unies du peuple de la Guinée-Bissau, nous célébrons également la victoire de la race humaine tout entière, la victoire des forces progressistes du monde. L'impérialisme a tout fait pour diviser notre humanité commune en secteurs, en créant la haine entre les peuples et en opposant des races à d'autres races. Mais l'esprit humain a toujours résisté et a réaffirmé son unité. Dans cette action, il n'a pas manqué de représentants dévoués parmi lesquels, nous l'affirmons, le peuple victorieux de Guinée-Bissau occupe une place d'honneur dans le monde révolutionnaire.

94. Si nous considérons l'œuvre de destruction de l'impérialisme du point de vue des ressources humaines et matérielles, nous pouvons dire que c'est une réalisation de la plus haute importance et d'une immense proportion que le peuple africain ait pu maintenir le sens de sa dignité et aller de l'avant dans la recherche de son progrès politique, économique, social et culturel. Opprimée, persécutée et trahie, même par les secteurs de la communauté mondiale dont elle pouvait à juste titre attendre quelque appui, la vie africaine a survécu, cherchant refuge dans les villages et les forêts et dans l'esprit indomptable de générations de victimes des colonialistes et de l'oppression raciste.

95. Le peuple de la Guinée-Bissau a un dicton selon lequel "un homme accroupi ne peut supporter qu'un sur ses genoux". Malgré toutes les assurances d'aide future, on ne saurait s'attendre que le Portugal supporte tout le fardeau de la restitution des ressources de la Guinée-Bissau pour le mauvais usage économique qui en a été fait pendant des années. Nous lançons un appel à tous les Etats Membres pour qu'ils offrent une aide véritable. Mais nous estimons surtout avoir le devoir d'adresser spécialement cet appel aux puissants alliés de jadis du Portugal, et les prévenir que si ensemble ils veulent dédommager ce petit pays nouvellement indépendant, ils doivent le faire sans aucune tentative subtile visant à remplacer, par des dispositions néo-colonialistes, la structure coloniale qui s'est effondrée. Nous aurions préféré que toute l'aide soit acheminée par l'entremise des Nations Unies. Le peuple de Guinée-Bissau mérite bien cela de la part de l'Organisation. Qu'il me soit permis de dire à nouveau que l'heure est venue pour ces puissances de mettre un terme à leur ingérence effrénée dans les affaires des petites nations, ingérence qui a maintes fois créé pour nos peuples des situations tragiques.

96. J'ai parlé longuement de l'indépendance de la Guinée-Bissau en raison de sa signification profonde pour la paix et le développement en Afrique. Les aspirations des Africains vont vers la paix et le développement; la liberté dans la dignité est une composante essentielle de ces aspirations. Mais aussi longtemps que la structure de la paix continuera de reposer sur des intérêts impérialistes et racistes en Afrique, aussi longtemps nos peuples opprimés continueront de combattre pour leur droit inaliénable à la liberté et à la dignité humaine. La victoire de la Guinée-Bissau et très bientôt celle du Mozambique et de l'Angola témoignent du caractère indomptable de l'esprit humain qui, lorsqu'il s'élève avec indignation contre les injustices, l'oppression et toutes les formes de l'indignité, peut surmonter les forces impitoyables de l'oppression.

97. De même qu'aujourd'hui nous saluons la Guinée-Bissau, demain nous accueillerons au sein de l'Assemblée les nouveaux Etats du Mozambique, de l'Angola, de Sao Tomé-et-Principe, de la Namibie, du Zimbabwe et d'Azanie. Le temps est favorable aux majorités d'Afrique australe. Toute conspiration ourdie par les colons blancs racistes et réactionnaires en Afrique australe pour empêcher la naissance d'Etats africains indépendants non seulement serait une action à courte vue mais également créerait une situation dangereuse en Afrique australe. Car la Mère Afrique ne peut longtemps fermer les yeux ni demeurer sourde

aux cris poussés par ses fils et ses filles qui languissent encore dans l'esclavage.

98. C'est notre compatriote Kwame Nkrumah qui, du haut de cette même tribune, il y a 14 ans, lançait l'avertissement suivant : "L'Afrique veut sa liberté; il faut que l'Afrique soit libre. La demande est bien simple, mais c'est en même temps un signal d'avertissement, pour tous ceux qui seraient tentés de n'en pas tenir compte"².

99. Les régimes minoritaires racistes en Rhodésie et en Afrique du Sud sont effrayés par les événements récents qui se sont produits dans les territoires sous domination portugaise. Ils accroissent leur budget de la défense et imposent des surtaxes spéciales à leurs ressortissants, afin de maintenir le *statu quo* en Afrique australe. Ils recrutent ou regroupent des mercenaires pour créer la confusion et des soulèvements au Mozambique et en Angola. Ces régimes minoritaires racistes doivent se rendre compte qu'en Afrique australe la seule façon honorable pour sortir de la difficulté actuelle est d'accepter les événements révolutionnaires qui les assaillent, et cela tant qu'il est encore temps.

100. Le Gouvernement et le peuple du Ghana entendent déclarer leur satisfaction de la volonté du Gouvernement du Portugal de faire face à ses promesses de pleine indépendance pour les populations qui vivent dans les territoires placés sous son contrôle colonial, et expriment l'espoir que l'influence progressiste et éclairée qui se manifeste actuellement au Portugal continuera de répondre positivement aux demandes urgentes de liberté et d'indépendance des territoires qui restent encore sous domination portugaise en Afrique. Nous croyons que si le Gouvernement du Portugal tient les promesses qu'il a faites devant le monde et assume toutes ses responsabilités pour le transfert total du pouvoir aux dirigeants accrédités des peuples de ces territoires, le Portugal peut voir s'ouvrir devant lui une ère nouvelle de relations amicales et de coopération avec l'Afrique indépendante.

101. Aucun groupe d'Etats n'a davantage besoin de conciliation, de dialogue et de communication dans la recherche d'un monde pacifique et juste que les membres du monde en voie de développement. Personne autre que nous ne place davantage sa confiance dans l'effet des négociations pacifiques. Un examen honnête des positions que nous avons préconisées démontrerait la faiblesse des bases morales des alliés des régimes racistes en Afrique australe.

102. Nos paroles et nos actions offrent un contraste frappant avec l'ambivalence si largement répandue des alliés occidentaux de l'Afrique du Sud. Le temps n'est pas aux récriminations, mais nous sommes loin de voir une concordance entre leurs déclarations visant à appuyer les principes de la Charte concernant les droits de l'homme et leur appui persistant aux régimes racistes. Les objections qu'ils élèvent à l'encontre des sanctions et leur rejet des mesures d'application destinées à affaiblir la volonté des régimes racistes en Afrique du Sud et en Rhodésie de poursuivre leur politique inique ne peuvent qu'aider à relever le moral languissant de ces régimes racistes. Il n'est pas suffisant d'exprimer l'horreur qu'inspire la politique maléfique des régimes minoritaires racistes.

tes. Si les vœux pieux ou les déclarations constituaient l'ultime remède à ces maux, je suis certain que nous n'aurions pas besoin de l'assistance des alliés occidentaux de l'Afrique du Sud. Compte tenu de la situation qui règne actuellement en Afrique australe, nous invitons les partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie à se joindre à nous pour rechercher la voie d'une solution rapide aux questions qui touchent à l'Afrique australe, à la Namibie et à la Rhodésie.

103. Ma délégation a pris note du récent effort accompli par l'Afrique du Sud pour sauver la face. Je veux parler du document A/9775 paru le 26 septembre de cette année³. Ce document porte à notre attention une déclaration publiée par l'Exécutif du Parti national du Sud-Ouest africain. De l'avis de ma délégation, cette déclaration ne constitue qu'une insulte supplémentaire à toutes celles que cette organisation a endurées de la part de l'Afrique du Sud. Ma délégation espère que cette organisation fera comprendre à l'Afrique du Sud en termes non équivoques que la responsabilité définitive de l'avenir du Sud-Ouest africain incombe aux Nations Unies. Ce qui est ici en cause c'est le défi persistant de l'Afrique du Sud à l'égard de cette organisation et son mépris de la décision de la Cour internationale de Justice quant au statut de ce territoire. Ce que nous voudrions entendre de l'Afrique du Sud c'est à quel moment elle renoncera à ce défi.

104. En définissant les bases de la politique étrangère du Ghana, le Chef de l'Etat et Président du Conseil national de rédemption de notre pays, le colonel I. K. Acheampong, déclarait récemment :

“Nous ne sommes pas racistes. En fait, nous nous opposons au racisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Ainsi, nous croyons qu'il est possible et souhaitable que les races diverses et les groupes ethniques vivent dans l'égalité et la fraternité dans un contexte africain, lorsque tous auront accepté une loyauté et un dévouement communs envers la nation et ses institutions. Par de nombreux exemples, nous avons prouvé qu'il est possible de coexister avec les colonialistes d'antan, quand cela se passe dans une atmosphère d'égalité, de liberté et de tolérance.”

C'est cette croyance fondamentale du Ghana et l'engagement dont nous avons fait preuve envers cet idéal qui nous permet de lancer ici un appel aux puissances occidentales pour qu'elles se joignent à nous dans le but commun d'aider à créer en Afrique australe — et ce le plus rapidement possible — une société fondée sur une véritable liberté, sur l'égalité et sur la justice.

105. Tandis que nous sommes préoccupés par les événements qui se produisent en Afrique, nous n'oublions pas pour autant d'autres menaces aussi graves contre la paix qui se manifestent ailleurs. Le Moyen-Orient et, plus récemment, Chypre continuent de poser un problème pour l'Organisation. Le Gouvernement et le peuple du Ghana éprouvent toujours une vive inquiétude à l'égard de ces situations non seulement en raison des possibilités de la reprise d'un conflit sérieux qu'elles renferment mais plus encore à l'idée des conséquences effrayantes qu'auraient de telles hostilités pour la vie des populations de ces régions.

106. Le Ghana a pris l'engagement de se joindre aux efforts des Nations Unies pour assurer la paix au Moyen-Orient. A cette fin, nous avons fourni des troupes à la Force d'urgence des Nations Unies qui stationne dans cette région, dans l'espoir que, grâce aux efforts conjoints des pays qui ont agi de même, et sous la direction du Conseil de sécurité, nous parviendrons à susciter la volonté, de la part de tous les Etats intéressés, de se rencontrer, de respecter leurs droits mutuels et, en fin de compte, de vivre en paix et en harmonie. Nous continuerons à mettre des troupes à la disposition de l'Organisation aussi longtemps que leur présence sera jugée nécessaire.

107. S'il y a une leçon à tirer de la montée de la violence au Moyen-Orient, c'est que les revendications des parties au conflit portent sur la vie même et l'esprit de leurs populations. Ainsi ma délégation estime qu'aucune solution durable ne pourra être trouvée à moins que nous n'examinions sérieusement la question palestinienne. Il est également évident que la tension ne saurait être diminuée tant que l'on n'aura pas pris une première mesure pour décourager l'acquisition de territoires d'autrui par la conquête. Des revendications historiques de territoires sont à la base du problème et les voies susceptibles de mener à une négociation pacifique seront bloquées s'il y a de nouvelles acquisitions de territoires des parties au conflit, quelles qu'elles soient.

108. Il est vrai qu'aucune paix durable ne pourra être assurée aussi longtemps que tous les Etats de la région ne jouiront pas de frontières sûres, reconnues et garanties par un règlement d'ensemble. Mais, puisque la paix commence dans l'esprit des hommes, il ne peut y avoir de négociations en vue d'établir des frontières sûres et garanties tant que les parties n'y sont pas disposées psychologiquement. Nous ne recommandons pas par là des négociations qui seraient fondées sur des conditions préalables. Ce serait la négation même de l'essence des négociations. Mais ce serait une illusion de croire que des progrès pourraient être obtenus pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la question du Moyen-Orient grâce à la proposition bien connue de “négociations à partir d'une position de force”. Les fondements de la paix au Moyen-Orient doivent être soigneusement établis sur la base de la tolérance mutuelle et l'on doit éviter de tomber dans l'erreur du passé en ayant recours à la force militaire et à la supériorité technique.

109. Certains des éléments tragiques de la crise du Moyen-Orient semblent apparaître également dans la situation toujours plus grave de l'île voisine, Chypre. Dès le début, nous avons préconisé le respect de l'indépendance souveraine et de l'intégrité territoriale de Chypre. Nous n'avons jamais admis les revendications tendant à l'annexion de l'île par une puissance quelconque. L'intégrité de Chypre ne pourrait être assurée sur des avantages incertains et à court terme de l'une ou l'autre des deux communautés de l'île.

110. Ma délégation ne saurait accepter l'occupation permanente de Chypre par des troupes étrangères quelle que soit leur origine. Nous ne pouvons nous rallier à aucune doctrine ou politique tendant à unir l'île à un autre Etat quel qu'il soit pour des raisons purement ethniques. Nous sommes convaincus que la solution du problème de Chypre consiste à créer des conditions propres à assurer une existence sûre

à toutes les communautés de l'île. Il est également important d'isoler l'Etat de Chypre de la poursuite d'intérêts stratégiques d'une superpuissance en Méditerranée orientale.

111. Il y a à peine un mois que la deuxième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a pris fin à Caracas, au Venezuela. Cette conférence constituait le troisième effort important de la communauté internationale au cours de cette décennie, en vue d'élaborer un système équitable, ordonné et pacifique, d'utilisation des avantages tirés des océans et du fond des mers, au bénéfice de l'humanité.

112. Depuis la Conférence de Caracas, une certaine déception, voire une désillusion, s'est manifestée dans certains milieux quant aux résultats obtenus. Le Gouvernement du Ghana ne la partage pas. A notre avis, la Conférence a atteint les résultats que l'on pouvait raisonnablement escompter.

113. Tout en disant cela, ma délégation est la première à reconnaître que les progrès que nous pourrions faire à la prochaine conférence — qui doit avoir lieu à Genève en mars et avril de l'année prochaine — dépendront de notre volonté politique de négocier lors de cette session. Peut-être que, du fait de cette déception — dont j'ai déjà dit qu'elle n'était pas justifiée — on a laissé entrevoir qu'à moins qu'un accord ne soit rapidement obtenu sur une convention relative à l'utilisation des mers et des océans, certains pays risquent de commencer unilatéralement l'exploration du fond des mers et l'exploitation de leurs ressources. Nous voulons espérer qu'aucun pays ne le fera. Nous disons cela parce que nous estimons qu'agir ainsi constituerait un grand danger pour l'harmonie et la paix du monde. Une telle action marquerait un manque du sens des responsabilités et ne tiendrait pas compte des intérêts de la communauté mondiale dans son ensemble.

114. La Conférence de Caracas a suivi de près la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières et l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial. Cette session nous a montré que les problèmes de notre planète ne pourront être résolus que par une action collective. Les efforts précédents tendant à créer un système économique international équitable, y compris la CNUCED, ont tous échoué en raison des intérêts inconciliables des différents groupes d'Etats.

115. Les événements récents indiquent de façon très nette que ce n'est que par la création d'un nouvel ordre économique et social que nous pourrions espérer éviter la catastrophe qui frapperait l'humanité si nous persistions dans l'épreuve de force et la poursuite d'objectifs égoïstes. Le nouvel ordre économique et social devra refléter notre interdépendance globale et supprimer les iniquités actuelles qui se manifestent dans le commerce et le système monétaire internationaux.

116. Si ma délégation demande instamment à la communauté internationale d'apporter une aide suffisante aux pays nécessiteux, il n'en résulte pas que nous demandons que les pays en développement restent dépendants des aumônes des pays développés ou industrialisés. Ce que nous demandons, c'est le transfert des connaissances techniques et autres qui

permettraient aux pays bénéficiaires de se développer par leurs propres moyens. Nous voulons assurer aux pays en développement la possibilité de devenir autonomes dans le cadre d'une interdépendance internationale.

117. Le Ghana, sous la direction du Conseil national de rédemption, démontre aujourd'hui son engagement envers l'idée de l'autarcie qui a été adoptée comme principe cardinal de notre charte de rédemption. Par son application à toutes nos entreprises nationales, nous avons obtenu quelques succès dans la réorganisation de notre économie et l'amélioration de notre situation, ce qui nous a permis de réduire notre dépendance de sources étrangères pour assurer notre alimentation. Nous mobilisons nos ressources dans un nouvel esprit de confiance en nous-mêmes et notre peuple commence à voir les fruits de ses efforts. Notre espoir d'une vie meilleure est par conséquent très vif. C'est ce grand espoir qui nous a rendus si conscients des effets désastreux, sur l'économie du Ghana, des prix élevés et toujours croissants du pétrole.

118. Les prix du pétrole brut ont atteint, en 1974, le triple de ceux de 1973 alors que nos dépenses en devises étrangères, en 1974, pour l'acquisition de pétrole brut et de produits du pétrole, représentent 63 p. 100 de nos dépenses totales en devises étrangères. Ce sont là des chiffres absolument effrayants.

119. L'effet d'ensemble de la crise de l'énergie sur l'économie du Ghana est très étendu non seulement à cause du poids immédiat qu'elle fait peser sur nos dépenses en devises mais aussi à cause des problèmes qu'elle pose, directement ou indirectement, pour le succès de notre politique d'autarcie. A ce sujet, une victime immédiate de cette situation serait le programme tant proclamé d'assurance, par chaque pays, de sa propre subsistance.

120. Il va sans dire que le tableau que je viens de brosser s'applique d'une façon générale à la plupart des pays en développement non producteurs de pétrole, sinon à tous. Cependant, je ne voudrais pas que l'on interprète mes paroles comme constituant une accusation à l'égard des pays producteurs de pétrole. Je dis cela parce que tout le monde devrait savoir que plusieurs facteurs sont responsables de la récession économique actuelle qui semble frapper le monde dans son ensemble.

121. Nous ne pouvons pas méconnaître le fait que, dans le passé, les prix payés pour les matières premières dans leur ensemble ont été très bas, tandis que les prix des produits manufacturés se sont accrus sans cesse. L'action des pays producteurs de pétrole est considérée, par conséquent, par ma délégation, comme une réaction à cette situation et une tentative faite pour introduire un équilibre qui aurait dû être établi depuis longtemps. La façon juste d'envisager ce problème, à notre avis, serait d'examiner soigneusement tous les éléments qui pourraient être responsables de la perturbation actuelle de l'économie internationale. Nous croyons que la crise économique mondiale actuelle ne peut être résolue que par une action coopérative de la communauté internationale dans son ensemble. Les récriminations et la répartition des blâmes ne peuvent constituer une réponse.

122. Ma délégation se félicite des accords intervenus récemment entre les Etats-Unis et l'Union soviétique

sur de nouvelles limitations des systèmes de défense antifusées et sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires. Nous nous félicitons également des efforts qui sont déployés pour limiter davantage les armes stratégiques offensives. Nous demandons instamment que ces efforts soient poursuivis. Malgré ce progrès, ma délégation ne croit pas qu'on ait réalisé suffisamment dans le domaine du désarmement nucléaire pour nous permettre d'espérer dans l'avenir de l'humanité.

123. Ma délégation considère que la course aux armements et la prolifération continue des armes nucléaires constituent la menace la plus grave contre la paix et la race humaine. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est entré en vigueur le 5 mars 1970, mais jusqu'à présent tous les pays ne l'ont pas encore signé ou n'y ont pas encore donné leur adhésion. Ma délégation a pris note de toutes les raisons qui ont été avancées par certains pays pour ne pas signer ce traité. Cependant, ma délégation estime que tant que durera cette situation il existera un danger réel que d'autres pays ne tiennent pas compte de ce traité et acquièrent des armes nucléaires.

124. On a dit, par exemple, que certains pays ont maintenant recours à l'augmentation du prix du pétrole comme excuse pour mettre au point une technique nucléaire génératrice de sources énergétiques de rechange. On sait, cependant, que la ligne qui sépare les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire de ses utilisations destructrices est très tenue. Ma délégation reconnaît les avantages que l'énergie nucléaire peut donner à l'humanité. Cependant, la nature même de la technique nucléaire semble indiquer qu'un système de contrôle international de son utilisation s'impose pour que l'humanité puisse jouir de ses avantages sans souffrir de ses effets destructeurs. Ma délégation continue donc d'espérer que la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui doit se tenir en février 1975, pourra faire avancer la création de tels systèmes de contrôle.

125. J'ai évoqué certaines des questions clefs qui affectent la paix précaire et le développement instable du monde. Je l'ai fait à partir du point de vue d'un Etat du tiers monde qui croit que les droits et intérêts des millions de personnes vivant en Afrique et dans les pays en voie de développement en général devraient plus que jamais forcer la communauté internationale à y apporter toute son attention. Puisque nous nous sommes réunis à nouveau cette année pour examiner les fondements de la paix, ne subordonnons pas les intérêts du tiers monde à ceux des grandes puissances et de leurs alliés. Rappelons-nous constamment que notre recherche de la paix sera illusoire si nous restons sourds aux questions intéressant le tiers monde.

126. Les événements graves qui se sont produits l'année dernière en Afrique, en Amérique, en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Extrême-Orient indiquent que nous sommes à un point tournant de l'histoire. C'est de la position que chacun des Etats Membres prendra sur les questions urgentes dont nous sommes saisis que dépendra, dans une certaine mesure, que la voie qui nous est ouverte mène à la paix, à la justice et au progrès. Que nos délibérations au cours de cette session et les actions qui y feront suite montrent notre volonté résolue de poursuivre des voies qui mèneront à la réalisation finale des objectifs de la Charte de l'Organisation, à un règlement collectif des problèmes de notre époque dans l'intérêt le plus large de la race humaine.

La séance est levée à 13 heures.

NOTES

¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément de juillet, août et septembre 1974, document S/11465.*

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Séances plénières, 869^e séance, par. 2.*

³ Pour le texte, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément de juillet, août et septembre 1974, document S/11519.*